

RÉSEAU

Sortir du nucléaire

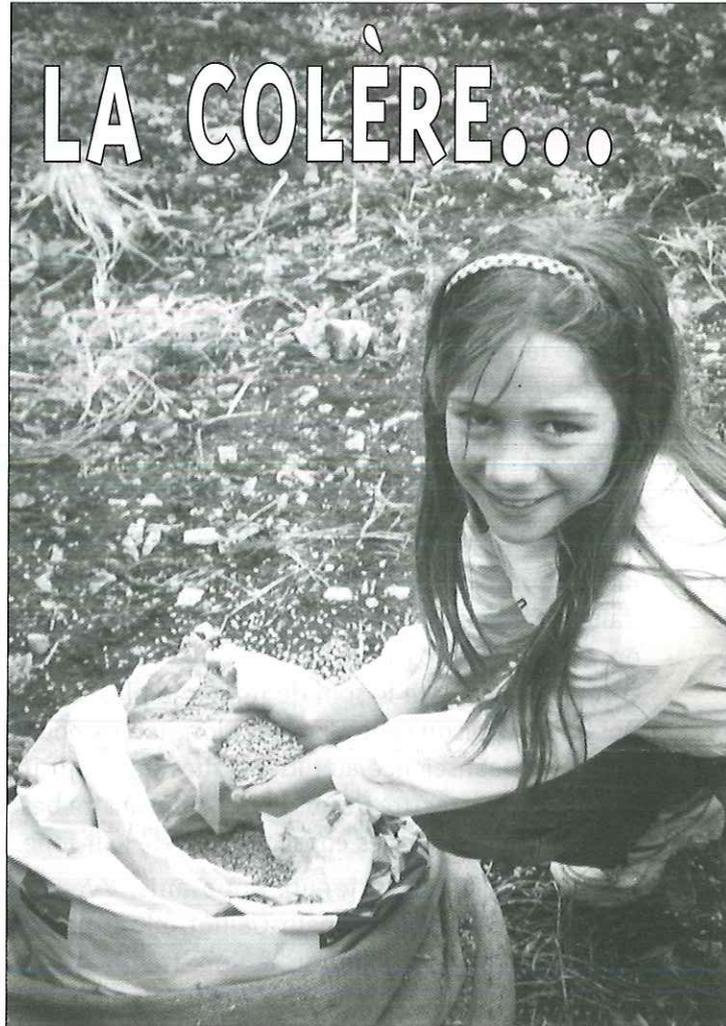
LES SEMAILLES DE LA COLÈRE...

Deux jours durant, la manifestation « Terre vivante » a regroupé plusieurs milliers de participants, venus de France, de toute l'Europe et même du Japon, unis pour faire échec au projet de la nucléocratie : enfouir les déchets radioactifs en couche géologique profonde.

Ce grand rassemblement s'est tenu à Neufchâteau (Vosges) et à Bure (Meuse), où doit être installé l'un des laboratoires souterrains. Étaient notamment représentés : GSIEN, CRIIRAD, ACRO, WISE, GREENPEACE, Les Verts, le Réseau "Sortir du nucléaire", tous venus soutenir les collectifs organisateurs.

À Neufchâteau, où les concerts et spectacles divers ont alterné avec de nombreux forums scientifiques, politiques et associatifs, l'ambiance était à la fête.

De l'avis unanime, la qualité était au rendez-vous, tant au niveau de l'animation musicale que des débats et de l'information. De même, l'organisation et l'accueil ont été jugés remarquables par l'ensemble des observateurs. Pas de temps mort, un bel enthousiasme et une farouche détermination de chacun pour refuser l'immoralité du choix envisagé par les pouvoirs publics, sous la pression du lobby nucléaire.



© ALAIN TAURELLE

31 mai 1998 : 100 000 grains de blé contre l'enfouissement

Cette détermination, on la retrouvait intacte à Bure, le dimanche 31 mai, mais sous une forme plus solennelle, plus émouvante. Quelques larmes ont coulé sur les joues des « anciens » lorsqu'ils ont vu leurs enfants ou petits-enfants semer symboliquement le blé de l'espoir

SOMMAIRE

- Les semailles de la colère.....1
- Phénix : sur les cendres de Superphénix.....3
- Golfech : amibes, cancers et études épidémiologiques... 4
- Civaux : un des incidents les plus sérieux du parc électronucléaire français.....5
- En bref.....6

Réseau
Sortir du
nucléaire

Continuez à faire signer les cartes-pétitions jusqu'à la fin juillet 1998.

50 F les 50 documents (port compris). Chèque à l'ordre du Réseau "Sortir du nucléaire".

31 mai 1998 :
action de Bure (Meuse)



© M.-T. LASSINAT

sur la terre qu'on voudrait empoisonner, celle que l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) s'est appropriée à grand renfort de millions, cet argent dévoyé, distribué aux collectivités locales.

Auparavant, les délégations étrangères s'étaient exprimées : Angleterre, Allemagne, Autriche, Luxembourg, Italie, Espagne, Suisse, Japon... Partout dans le monde, on refuse cette pseudo-fatalité qui voudrait que soit confié à notre terre le soin de retenir le plus longtemps possible le poison sournois, assez longtemps pour donner bonne conscience aux idéologues du profit immédiat et leur permettre de continuer leur sinistre besogne sans se préoccuper des conséquences de leur folie.

Venus prêter main forte aux opposants, Yves Cochet, député Vert, et Monseigneur Gaillot, n'ont pas volé la vedette à la petite fille qui, la voix tremblante, a fait lecture aux quelques trois mille participants, de l'article 4 de la déclaration des droits des générations futures, dans un silence impressionnant.

Bilan positif donc pour ces deux journées, avec une couverture médiatique audiovisuelle et écrite très abondante (tous les journaux télévisés de 20 heures, des articles dans presque tous les grands quotidiens...).

Gageons que le message sera entendu et que le bon sens prévaudra **pour que ne soit pas commise l'une des plus abominables erreurs de toute l'histoire de l'humanité : l'enfouissement irréversible des déchets nucléaires les plus dangereux.**

Ébranlé par certains arguments des opposants (labos = enfouissement, enfouissement = irréversibilité), le gouvernement hésite aujourd'hui à signer le décret autorisant l'implantation des laboratoires. Près de 100 000 individus ont exigé, en retournant leurs cartes postales-pétition à Voynet, Jospin et Strauss-Kahn, qu'aucun décret ne soit signé. Lionel Jospin, lui-même, est contre l'enfouissement définitif et, comme Dominique

Voynet, n'acceptera sans doute pas de solution irréversible. Deux députés (Michèle Rivasi et François Dose) viennent d'ailleurs de déposer une proposition de modification de la loi régissant la gestion des déchets, pour que le terme « *irréversibilité* » n'y figure plus.

C'est pourquoi un rapport complémentaire sur les conditions matérielles de mise en œuvre de la réversibilité a été demandé par le Gouvernement à la Commission nationale d'évaluation, organisme composé de scientifiques réputés indépendants. Ce rapport devrait être rendu public très prochainement.

Toutes ces contorsions n'ont aucun sens. Si l'on tient tant que cela à la réversibilité, il suffit d'adopter la solution préconisée depuis toujours par les opposants : maintenons tous les déchets radioactifs en surface ou à très faible profondeur, à proximité des lieux de production pour ne pas multiplier les risques, contrôlons les en permanence, travaillons à améliorer la qualité des conditionnements, à réduire le volume et la radio-toxicité des plus dangereux et surtout arrêtons d'en accumuler en arrêtant le nucléaire.

Le bon sens est là. Mais il s'oppose à l'intérêt économique à court terme du lobby nucléaire : enfouir, c'est montrer à l'opinion publique que le problème des déchets est résolu pour mieux envisager une nouvelle génération de centrales nucléaires.

Plus que jamais, il faut que les opposants restent mobilisés et que leurs rangs grossissent. Les hésitations gouvernementales prouvent que rien n'est encore perdu et le rassemblement des 30 et 31 mai pourrait être le point de départ d'une dynamique qui fera triompher la morale.

Claude Kaiser

NOTE : Pour aider à combler un déficit financier, le Réseau "Sortir du Nucléaire" a remis un chèque de 30 000 F aux organisateurs du rassemblement.

PHÉNIX REDÉMARRE SUR LES CENDRES DE SUPERPHÉNIX

Construit à Marcoule (Gard) en 1973, arrêté depuis avril 1995, le sur-générateur Phénix, cinq fois moins puissant que sa version industrielle, Superphénix (Isère), est à nouveau en fonctionnement, au 2/3 de sa puissance, depuis le 27 mai 1998.

Le 2 février, un communiqué de Matignon sur la politique énergétique du gouvernement avait confirmé l'arrêt définitif de Superphénix, mais aussi la poursuite de la filière des sur-générateurs à neutrons rapides (RNR) au moyen de Phénix.

Dominique Voynet déclara alors qu'elle ne signerait pas son redémarrage.

Les réacteurs à neutrons rapides, comme Phénix, fonctionnent au plutonium entouré de sodium comme liquide de refroidissement, qui ralentit moins les neutrons que l'eau des réacteurs classiques d'EDF. Les risques d'incendie ou d'explosion du sodium, ou encore d'emballement de la réaction nucléaire sont les mêmes qu'avec Superphénix, si ce n'est que la machine est plus vieille. Phénix est le réacteur le plus ancien encore en fonctionnement en France, puisque Bugey 1 construit en 1972 a été arrêté définitivement en 1994. La cuve du réacteur fera l'objet de contrôles permanents par ultrasons à l'aide d'un système qui sera installé en 1999 après le 50e cycle de fonctionnement qui vient de démarrer. Ceci aurait dû être fait lors du contrôle décennal prévu en 1996 mais retardé en 1999. Voilà de quoi être rassuré !

La filière du plutonium a été développée en France à Marcoule dans les années 50, pour produire le plutonium



Le réacteur Phénix à Marcoule

nécessaire à la force de frappe française. Craignant une pénurie sur le marché de l'uranium, qui ne s'est pas encore produite, les décideurs l'ont adapté à la production d'électricité en construisant l'usine civile de production de plutonium de la Hague. Devant les difficultés d'industrialisation des réacteurs à neutrons rapides rencontrés dans le monde, on utilise aussi le plutonium dans les réacteurs à eau ordinaire sous forme de combustible Mox en France et en Europe. Confrontés à l'importance des stocks de plutonium accumulés à La Hague, le gouvernement cède aujourd'hui à la pression du lobby pour poursuivre la filière, dont Cogéma (Compagnie générale des matières nucléaires) se prétend le leader dans le monde. C'est ainsi que Lionel Jospin vient de proposer à son homologue russe l'aide de la France à la construction d'un nouveau sur-générateur en Sibérie. Une Commission d'enquête parlementaire siège depuis avril sur l'avenir de Superphénix et de la filière des réacteurs à neutrons rapides. Après vingt-cinq auditions et trois visites de sur-générateurs en France et en Écosse, un rapport sera rédigé par Christian Bataille pour le 5 juillet.

Pendant le 9 avril dernier, André Lacoste, le directeur de la sûreté nucléaire, donnait son accord technique pour une nouvelle « montée en puissance » de Phénix pour une durée de 6 mois, avant sa révision décennale de sécurité pendant l'année 1999.

Au mépris de la loi de 1963 sur les Installations nucléaires de base (INB), qui prévoit une nouvelle autorisation ministérielle au cas où l'installation a été arrêtée plus de 2 ans, le CEA (Commissariat à l'énergie atomique) a redémarré Phénix à Marcoule.

Le Forum Plutonium et son avocat M^e Olivier Meyer ont donc déposé un recours en annulation au Tribunal administratif de Montpellier le 29 mai 1998, avec le soutien moral et financier du Réseau "Sortir du nucléaire", de Greenpeace-France, de la CRIIRAD, des Verts et d'autres associations et particuliers.

CONTACT

Jean-Pierre Morichaud
Forum Plutonium
 les Oliviers, 26110 Venterol
 Tél. 04 75 27 97 67 • Fax 04 75 27 98 46
 e-mail : forumpu.jp@wanadoo.fr
 web : www.sortirdunucleaire.org

AMIBES, CANCERS ET ENQUÊTE ÉPIDÉMIOLOGIQUE...

Rejets atmosphériques radioactifs en décembre 1997, débordement de 150 m³ d'eau borée du bâtiment réacteur le 19 avril 1998 puis niveau trop bas le 25 avril de la piscine du combustible, avec de convois contaminés, la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) a son lot de problèmes quasi quotidiens.

Le dernier ; les amibes

C'est Bernard Kouchner qui le 17 mai alerta la presse sur le problème des amibes contenues dans les eaux de rejet de la centrale nucléaire. Le 18 mai la tranche 2 était arrêtée pour « d'autres raisons » d'après EDF et la cellule de crise de la préfecture décidait d'un protocole de chloration du circuit de refroidissement des deux tranches.

Pourquoi s'inquiéter de la présence des amibes ? L'amibe *Naegleria Fowleri* existe sous 3 formes : végétative, flagellée ou kystique. Seule la forme végétative est pathogène. Elle peut être à l'origine d'une forme de méningite appelée « *méningite encéphalite amibienne primitive* » ou MEAP, pathologie grave mais rare. La contamination a lieu uniquement par voie nasale (inhalation de gouttelettes d'eau). Cependant, le préfet dans son arrêté du 19 mai 1998, sur la chloration prévoit la possibilité d'arrêter la centrale « du fait d'un risque spécifique de contamination des filières de traitement par les amibes » (ce traitement ayant lieu sur l'eau pompée en aval de la centrale, servant à approvisionner la population en eau potable).

Que penser de la chloration ? C'est un palliatif : le chlore ne détruit pas les amibes mais limite leur prolifération, de plus il génère lui-même d'autres problèmes : quand le préfet a demandé à EDF d'envisager l'arrêt de la tranche 2 de Golfech cet été, il lui fut répondu que pour la sécurité du réseau cela ne pouvait être envisagé ! **Sécurité du réseau contre sécurité sanitaire on est au cœur du problème. Quelle sécurité choisirait EDF en cas d'accident**

grave ? Et n'est-ce pas déjà grave ? Pendant la mi-mai ont été rejetés en moyenne, quotidiennement, 1,1 tonne de sodium et 1,5 tonne de chlorures (et bien d'autres chimies).

Cancers, radioactivité, épidémiologie

Comme sans doute autour de tous les sites nucléaires, à chaque réunion élargie, de Stop Golfech le problème des cancers de la thyroïde ou des leucémies était évoqué sans qu'aucune action de fond soit mise en œuvre.

Le 13 mars 1998, EDF a invité 800 professionnels de la santé autour de Golfech sur le thème : « *Cancers et leucémies autour des centrales nucléaires* ». 130 personnes, y compris le personnel EDF, étaient présentes. Suite à cette conférence, qui n'a abouti bien sûr à rien de concret, une infirmière libérale membre de Stop Golfech, décidait d'entreprendre une action de fond :

- un courrier fut envoyé au directeur de la DDASS 47 (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) qui fit répondre qu'il le faisait suivre au ministère de la santé. Visiblement la réponse du ministère a été positive, car le directeur de la DDASS nous proposait de contacter un service régional, le CIREI (Cellule inter-régionale d'épidémiologie et d'intervention). Un responsable de ce service nous informa qu'il s'occupait de toutes les épidémiologies... sauf de celles liées à la radioactivité (sic !)

et nous aiguilla sur la Faculté de Bordeaux : les services d'épidémiologie nucléaire n'avaient rien à nous répondre...

- 500 dossiers proposant une information "complémentaire" furent envoyés par Stop Golfech à des praticiens locaux avec notamment :

- la proposition de recueillir des données sur les leucémies entre 0 et 16 ans et les pathologies thyroïdiennes entre 0 et 35 ans et de les envoyer au ministère de la santé ;

- la proposition de participer à une conférence sur le même thème animée par Philippe Perrin de la CRIIRAD. L'espoir est que cette conférence facilite le regroupement des professionnels de la santé pour qu'ils agissent ensemble pour obtenir l'enquête épidémiologique. (non pilotée par EDF, bien sûr).

Pour le moment des cabinets d'infirmiers(es) libérales ont répondu favorablement ainsi que des pharmaciens. La personne qui avait évoqué des leucémies infantiles dans son village a subi des pressions.

CONTACT

Stop Golfech peut fournir des exemplaires du dossier à ceux qui sont intéressés. Tout contact avec des groupes travaillant dans le même sens l'intéresse. *Écrire à Stop Golfech avec la mention "enquête épidémiologique" :*

VSDNG, Maison des associations,
impassé Darnalt, 108, boulevard
de la Liberté, 47000 AGEN.

RECTIFICATIF : Dans l'article de Jean-Luc Thierry, "Sortir du nucléaire, c'est possible" (hors-série n° 3 de juin 1998, "EDF, le nucléaire ou l'art de la désinformation"), au paragraphe "Combien de temps", Jean-Luc écrit : « Certains (rapport Belbeoch) pensent que l'on peut sortir très rapidement (moins de 5 ans) [...] »

Nous n'avons nulle part* indiqué ce moins de 5 ans. Le point essentiel est pour nous de fixer les fondements de cette sortie : ou l'on accepte d'utiliser les équipements existants (charbon et fioul) que les nucléocrates d'EDF veulent fermer et on pourrait avoir une sortie rapide avec un **arrêt immédiat de 70 % du nucléaire**, ou l'on n'accepte pas de les utiliser (en rejoignant ainsi les nucléocrates d'EDF) et on a une sortie différée. Le débat entre ces deux scénarios porte sur l'évaluation que l'on fait de la pollution résultant des installations charbon/fioul par rapport à la pollution radioactive des réacteurs nucléaires, catastrophes comprises.

Bella et Roger Belbéoch

*Roger et Bella Belbéoch, "Il faut sortir de l'impasse nucléaire. C'est possible !" (février 1997, Supplément à la Lettre d'information du Comité Stop Nogent-sur-Seine, 27 p.) ; *Sortir du nucléaire, c'est possible avant la catastrophe* (Éd. L'Esprit Frappeur, n° 20, 1998, 128 p.). Livre disponible contre 20 F (port compris) au Réseau "Sortir du nucléaire".

UN DES INCIDENTS LES PLUS SÉRIEUX DU PARC ÉLECTRONUCLÉAIRE FRANÇAIS

MÊME DANS LES SITUATIONS
LES PLUS CHAUDES, POURQUOI
ALERTER LA POPULATION?...
...A PLUS FORTE RAISON,
QUAND EUE... ...DORT!!!



« Deux secondes et quelques dixièmes suffisent à arrêter le réacteur... » C'est ce qu'entendaient jusque-là les visiteurs de notre "supercentrale" (dernier modèle de réacteur nucléaire), la plus puissante (1 450 MW^e), et la plus sûre du monde. Pourtant après la fuite de liquide primaire survenue dans la nuit du 12 au 13 mai 1998, il y a plus d'un mois maintenant, on n'est toujours pas parvenu à décharger le combustible pour assurer une sécurité maximum !

Peu avant 20 h, le 12 mai 1998, des anomalies de pression sont détectées. L'exploitant ne parvient pas à rétablir la situation jusque vers 3 heures du matin. C'est alors qu'une brèche de 18 cm de long sur un coude du circuit de refroidissement à l'arrêt (RRA) laisse échapper un geyser d'eau sous pression avec un débit de plus de 40 m³ par seconde. Ce n'est qu'après 5 heures du matin qu'une douzaine d'intervenants en tenue "shaddock" vont aller effectuer une réparation d'urgence.

Bilan : pas de contamination corporelle sinon légère pour un agent EDF. Mais, dit, l'OPRI (Office de protection contre les rayonnements ionisants), les analyses ne sont pas terminées.

Y a-t-il eu des rejets volontaires ou accidentels, liquides ou gazeux ? D'après EDF,

non, car les 300 m³ de liquide contaminé échappés du réacteur ont été recueillis dans des puisards. Pour s'en assurer : rien, car le Plan d'urgence interne (PUI) n'a pas été déclaré. L'exploitant ne l'a pas jugé nécessaire. Pourtant, un arrêté préfectoral lui fait obligation d'alerter les pouvoirs publics et la sécurité nucléaire dès lors que l'incident dépasse le niveau zéro et touche notamment le cœur du réacteur.

Défaut de procédure révélateur, tout autant que la classification initiale au niveau 1 d'un incident qu'il a fallu 10 heures à juguler de façon imparfaite. Bien que reclassé niveau 2 par les autorités de sûreté, celui-ci n'est pas encore terminé. Visiblement EDF a privilégié son image sans égard pour la sécurité des populations car les pouvoirs publics, s'ils ne sont pas alertés, ne peuvent entreprendre les mesures de protection qui s'avèreraient nécessaires.

L'accident a été qualifié d'in vraisemblable. Tchernobyl l'était tout autant. Pour André Lacoste, directeur de la Direction de sûreté des installations nucléaires (DSIN), « c'est un défaut quand même très intrigant ».

L'analyse du coude fautif et des deux circuits de refroidissement à l'arrêt a mis en évidence une fatigue thermique du métal se traduisant par un réseau de microfissures.

À l'origine, il y aurait un défaut de conception : une arrivée d'eau très chaude (environ 180°C) voisinant de trop près avec une arrivée d'eau froide. Les ingénieurs vont devoir reprendre leur copie et reconcevoir le circuit. L'in vraisemblable dans l'histoire, c'est que le problème de fatigue thermique est connu depuis longtemps et qu'il n'a pas été pris en compte.

Pour EDF, l'incident est maîtrisé. Nous ne sommes pas d'accord car cinq semaines se sont écoulées sans que l'on soit parvenu à décharger le réacteur.

À ce jour, un coude neuf a été remonté et le cœur continue à être refroidi par les deux voies du circuit de refroidissement, qui présentent toutes deux des signes de fatigue thermique et ne sont pas d'une fiabilité absolue. Quant au déchargement du combustible décidé le 28 mai, il est, depuis, sans cesse différé, sans que l'on puisse en connaître les raisons.

Pour la première fois dans l'histoire du parc nucléaire français, EDF et la DSIN ont décidé de décharger de leur combustible les trois modèles de centrales identiques, les plus récentes, de Civaux I et de Chooz I et II (Ardennes).

L'incident est survenu lors d'un arrêt temporaire et sur du matériel neuf et le bilan est désastreux, tant pour la confiance à accorder à EDF, que pour la fiabilité du matériel des nouvelles centrales "N₄".

À Civaux, qui cumule bien d'autres vulnérabilités, la preuve est faite que tout est possible. Ceci nous conduit à redemander avec la plus grande insistance que les deux tranches soient définitivement mises à l'arrêt afin que la France ne batte pas les centrales nucléaires de l'Est au concours du risque nucléaire majeur !

Stop-Civaux, le 20 juin 1998

CONTACT

Stop Civaux,
20, route de Bonneuil Matours,
86000 Poitiers
Tél. 05 49 01 84 64